

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUILLET 2026

L'an deux mille vingt-six, le 16 juillet à 18 heures 30

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de Lafrançaise en séance publique, après convocation faite le 8 juillet 2026, sous la présidence de M. Thierry DELBREIL.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs : Thierry DELBREIL, Jean-Pierre ANGLAS, Anne BENAICHE, Ronan COCHET—DESCHER, Joël COMBALBERT, Éric CONTE, Brigitte DELCASSE, Françoise LABOUR, Camille LE BERGER, Alain MALMON, Sonia PARRIEL, Véronique PATERNE, Marie-Laurence PRAISSAC, Franck SEGONNE, Pauline SEILHAN, Flavie TAVERA, Jean-Pierre VALETTE, Colette VERDOUX.

Procurations : M. Gérard ROCHE a donné procuration à Mme Véronique PATERNE
M. Yannick DUBOUT a donné procuration à Mme Colette VERDOUX
Mme Anaëlle COMBALBERT a donné procuration à Mme PARRIEL Sonia

Excusés : - Absents : M. Pierrick THOMAS, M. Fabien LEMAIRE.

Mme Anne BENAICHE a été élue secrétaire de séance

Le Procès-verbal de la séance du 5 juin 2026 est adopté à l'unanimité

1 – Information décisions

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions prises conformément à la délibération n° 3 du 31 mars 2026 et du Code Général des Collectivités Territoriales article L.2122-22 :

Numéro 22- 2026

D'autoriser Monsieur le Maire à signer un bail commercial avec la SAS La Libria pour le local de la librairie pour un montant de 525€ HC à partir du 1^{er} juillet 2026. Le dépôt de garantie sera de 525 € HC ;

D'autoriser Monsieur le maire à signer l'ensemble des documents nécessaire à l'exécution de cette décision.

Numéro 23- 2026

D'attribuer à la SARL COMBRES FRERES un entretien spécifique du stade d'honneur Gouges Boutal pour un montant de 12 765 €ht. Les missions seront de décompacter le sol, l'aération, la scarification et défeutrage, la fourniture de sable, la mise en place de l'épandage, une égalisation de la surface et une semence de semis ;

D'autoriser Monsieur le maire à signer le devis.

Le Conseil Municipal prend acte des décisions ci-dessus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2 – Création emploi contractuel ATSEM

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'en raison des besoins de la collectivité et afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité au sein des écoles, il conviendrait de créer l'emploi suivant :



Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Du 24 août 2026 au 4 juillet 2027	1	Agent spécialisé des écoles maternelles pp 2 ^e classe	ATSEM	35 heures

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut en référence au 1^{er} échelon du grade.

Les membres du Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus,
- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et de signer le contrat,
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3 – Création emploi contractuel Adjoint technique

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'en raison des besoins de la collectivité et afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité aux services des écoles à la suite des travaux de rénovation énergétique, afin d'effectuer l'entretien des bâtiments, il conviendrait de créer l'emploi ci-dessous.

Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Du 24 août 2026 au 30 septembre 2026	1	Adjoint Technique	Agent d'entretien polyvalent	26 heures

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut au 1^{er} échelon du grade de nomination.

Les membres du Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus,
- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat.
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et sont inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



4 – Création emploi contractuel adjoint administratif

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'en raison des besoins de la collectivité et afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité au sein du service administratif afin de mettre à jour notre PCS et notre DISCRIM il conviendrait de créer l'emploi ci-dessous.

Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Du 1 ^{er} août 2026 au 31 janvier 2027	1	Adjoint Administratif	Agent de bureau	10 heures

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut au 1^{er} échelon du grade de nomination.

Les membres du Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus,
- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat.
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et sont inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5 – Suppression de postes

Monsieur le Maire propose de supprimer les emplois vacants suivants, suite à l'organisation des services.

Nbre d'emploi	Grade	Temps de travail hebdomadaire
2	Agent de maîtrise	35 heures
1	Rédacteur territorial principal 2 ^{ème} classe	35 heures

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 25 juin 2026.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide de supprimer au 1^{er} novembre 2026 les postes ci-dessus

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6 – Emprunt Caisse des Dépôts et Consignations



Le Conseil Municipal de Lafrançaise, après avoir entendu l'exposé sur l'opération susvisée,

DELIBERE

Pour le financement de cette opération, Monsieur le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations un Contrat de Prêt composé d'une Ligne de Prêt pour un montant total de 590 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1

Ligne du Prêt : prêt transformation écologique

Montant : 590 000 euros

Durée d'amortissement : 20 ans

Durée de préfinancement : 3 à 24 mois, le cas échéant

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0.5 %

Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance : double révisabilité

Amortissement : échéance prioritaire

Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt : autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Typologie Gissler : 1A

Commission d'instruction : 0.06% du capital emprunté

A cet effet, le Conseil autorise son *Maire Monsieur Thierry DELBREIL*, délégataire dûment habilité, à signer seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la ou les demande(s) de réalisation de fonds.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

7 – Emprunt CANMP prêt relais TVA



Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil Municipal d'un projet de demande d'un Crédit Relais, afin de financer le FCTVA des travaux concernant l'habitat inclusif.

Le conseil municipal après avoir entendu l'exposé du maire et après échange de vues, décide :

ARTICLE 1^{er} : La commune de Lafrançaise, contracte auprès du Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées, un prêt court terme d'un montant maximum de cent cinquante mille euros dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Durée : 24 mois dont 21 mois de différé en capital

Taux d'intérêt variable :

Euribor 3 mois instantané + marge de 1% soit 3.32% au jour de la proposition, en cas d'index négatif il sera réputé égal à zéro.

Périodicité de paiement des intérêts : trimestrielle

Frais de dossier : 300 € si le montant retenu est < à 150 000 €, au-delà 0.20 % de l'enveloppe réservée

ARTICLE 2 : Prend l'engagement, au nom de la commune, d'inscrire en priorité chaque année en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au paiement des intérêts et au remboursement du capital exigible à la date d'expiration de la convention.

ARTICLE 3 : Prend l'engagement pendant toute la durée de la convention, de créer et de mettre en recouvrement les impositions nécessaires pour assurer, chaque trimestre, le paiement des intérêts, à l'échéance de la convention, le remboursement du capital.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

8 – Taxe sur les logements vacants

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'avec la loi de Finance 2026, au 1er janvier 2027 la Taxe Habitation sur les Logements Vacants (THLV) sera supprimée et sera remplacée par une nouvelle taxe, la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH). Elle concernera les logements vacants au 1^{er} janvier de l'année d'imposition depuis au moins deux années consécutives.

Pour les communes situées dans une « zone non tendue », dont fait partie Lafrançaise la décision d'instaurer cette taxe nécessite la prise d'acte de la part de la commune. Il rappelle que la commune avait instauré en 2013 la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants.

Monsieur le Maire propose d'instituer cette Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation en remplacement de la Taxe Habitation sur les Logements Vacants.

L'article 108 de la loi de finances pour 2026 crée, à compter des impositions établies au titre de l'année 2027, une Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH), codifiée à l'article 1406 bis du Code Général des Impôts. Cette nouvelle taxe se substitue aux dispositifs actuels qui seront supprimés au 1^{er} janvier 2027.

La TVLH présente les caractéristiques suivantes pour les communes situées en zone non tendue :

- Elle est applicable aux logements vacants depuis au moins deux années consécutives au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ;
- Son taux est fixé librement par délibération dans la limite de 90% et fera l'objet d'un point à un prochain conseil municipal ;
- Elle est due par le propriétaire, l'usufruit, le preneur bail à construction ou à réhabilitation ou l'emphytéote disposant du logement depuis le début de la période de vacance ;
- Son assiette est constituée par la valeur locative du logement visée à l'article 1409 du CGI



Sont exclus du champ de la TVLH les logements :

- Occupés plus de 90 jours consécutifs au cours de la période de référence ;
- Dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable ;
- Constituant des dépendances du domaine public ;
- Détenus par des entités mentionnés aux articles L ;411-2 et L.481-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (organismes HLM et société d'économie mixte) ;
- Il est précisé que pour une application effective dès le 1^{er} janvier 2027, la présente délibération d'institution doit être adoptée avant le 1^{er} octobre 2026 et notifiée aux services préfectoraux au plus tard 15 jours après cette date limite. Elle demeurera valable tant qu'elle ne sera rapportée
- Par ailleurs, conformément au III de l'article 1406 bis du CGI, la délibération fixant le taux de la TVLH devra être adoptée séparément avant le 15 avril 2027 pour être applicable au titre de la même année (article 1639 A du CGI).
- Enfin, en cas d'imposition erronée, les dégrèvements en résultant seront à la charge de la commune et s'imputeront sur ses attributions conformément aux articles L.2332-2 et L3332-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- D'instituer la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation sur la commune de Lafrançaise à compter des impositions établies au titre de l'année 2027 ;
- De charger Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux dans les délais réglementaires
- De rappeler que le taux de la TVLH fera l'objet d'une délibération distincte, à adopter avant le 15 avril 2027.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

9 – Règlement intérieur

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'article L.2121-8 du Code Général des collectivités territoriales prévoit l'obligation pour les conseils municipaux des communes de 1000 habitants et plus de se doter d'un règlement intérieur. Il doit être adopté dans les 6 mois qui suivent son installation depuis l'application de la loi Notre.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les dispositions contenues dans le projet du règlement préalablement transmis à chaque conseiller municipal.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE d'adopter le règlement intérieur annexé à la présente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10 – Subventions 2026

Après présentation des demandes de subventions par M. Jean-Pierre VALETTE et en avoir débattu,

Monsieur le Maire propose, après avis de la commission associations, d'attribuer les subventions 2026 suivantes :

Association pour le don du sang	600 €
Club bouliste de Lunel	600 €
Club Question Pour Un Champion	200 €
FNACA	150 €
Lafrançaise Cantate	1 000 €
APE « école Jean BAYLET »	400 €



APEL « école Sainte Marie »	300 €
Sud Quercy Lafrançaise Omnisports	1 300 €
CANAL	500 €
Ass des piégeurs agréés du Tarn et Garonne	90 €
Le Judo Gym Section Gym	6 300 €
Le Judo Gym Section Judo	1 100 €
Lafrançaise Arts et Musique	2 300 €
Sporting Club de Lafrançaise	13 000 €
Tennis Club Lafrançaise	1 700 €
Pêcheur du Bas-Quercy – AAPPMA-	400 €
Foyers Sociaux Educatifs FSE Collège A. PERBOSC	300 €
SCH sporting club Honor de cos	180 €
Asso. Sportive Collège A. Perbosc	500 €
Amicale Del Cantarel	100 €
Chasseurs Agréés – ACCA	200 €
Tremplin Santé	250 €
Bon'âne-venture	500 €
Sud Quercy Basket Vazerac	140 €
Guidon lafrançaise	200 €
Sasori Karaté clubs	900 €
Culture et cultures	600 €
Les amis de tabouret	300 €
Football Terrasses du Tarn (école de FOOT)	1 000 €
UFOLEP	1 500 €
Cevennes Up évènementiel	1 200 €
Graines des transitions	1 200 €
Les amis des chats	400 €
Don Gustave Roussy	500 €
Club des nageurs Castelsarrasinois	200 €
Comice agricole	500 €
TEMPO (TMD)	2 500 €
LATA	10 000 €
APE Eole JB VER/ DOLTO	800 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** les subventions ci-dessus d'un montant de 53 910 € ;
- **DIT** que les crédits sont prévus au budget primitif au compte 65748 ;
- **DIT** que le versement des subventions interviendra sous réserve de la présentation des pièces administratives et des documents comptables de l'association.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

11 – Convention urbanisme (ADS)

Suite à la mise en application de la Loi ALUR du 24/03/2014, La commune de Lafrançaise ne bénéficie plus de la mise à disposition des services de l'Etat depuis le 1^{er} juillet 2018 ;

La commune de Lafrançaise ne disposant pas en interne de moyens suffisants permettant d'envisager l'instruction de l'ensemble de ses demandes d'autorisations d'urbanisme, Monsieur le Maire propose,



comme le code de l'urbanisme le lui autorise, de solliciter à nouveau l'assistance des services de la Ville de Montauban, pour instruire une partie des autorisations relevant de leur compétence ;

Les modalités d'intervention de cette prestation seront définies par convention qui précisera les missions respectives du service instructeur de la Ville de Montauban et de la commune de Lafrançaise les modalités d'organisation matérielle, financière, les responsabilités et les modalités en cas de contentieux et de recours ;

Considérant la délibération du conseil municipal de Lafrançaise en date du 03 décembre 2020 autorisant le service urbanisme et des planifications de la Ville de Montauban à instruire une partie des autorisations d'urbanisme relevant de leur compétence ;

Considérant que la compétence urbanisme reste à ce jour une compétence communale ;

Considérant que la convention actuelle prendra fin à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du plus tardif des renouvellements des organes délibérant de chacune des parties ;

Afin de permettre à la Direction de l'Urbanisme et des Planification de la Ville de Montauban de poursuivre l'instruction des autorisations d'urbanisme selon les modalités de la convention, jointe en annexe, et en résumé comme suit :

- Autorisations et actes dont la Direction de l'Urbanisme et des Planifications de la Mairie de Montauban assurent l'instruction :
 - o Les permis de construire,
 - o Les permis d'aménager,
 - o Les permis de démolir en périmètres monuments historiques, bâtiments remarquables identifiés,
 - o Les certificats d'urbanisme L.410-1b du code de l'Urbanisme.
- Modalités financières :

La participation financière des communes correspond aux dépenses de personnel, de locaux, de fournitures courantes ou spécifiques nécessaires à l'exercice du service instructeur de la Ville de Montauban pour le compte de ladite commune. Ce coût, inchangé, s'élève à 100 000 € annuels et se répartira entre 11 communes. Les 11 communes signataires de la convention participent au coût de la prestation assurée par la Ville de Montauban, au prorata de la population (population totale INSEE de l'année N) pour 50% du coût du service et les 50% restants sont répartis entre les communes utilisatrices au prorata du nombre de dossiers déposés au titre de l'année N.

Vu le code de l'Urbanisme et notamment l'article R423-15,

Les membres du conseil municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, pris connaissance du projet de convention et en avoir délibéré,

- Approuvent la proposition de Monsieur le Maire de conclure le renouvellement de la convention relative à l'instruction des autorisations d'urbanisme telle que présentée en annexe

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

La séance est levée à 20 heures 30

PV validé par la secrétaire de séance

Anne BENAÏCHE



Le Maire,

Thierry DELBREIL

